



SYNTHÈSE CONJONCTURELLE DU DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

ÉDITION NOVEMBRE 2018

Dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 9,7 % de la population active au T2 2018. Par rapport au trimestre précédent, il est en baisse de 0,3 point. En moyenne au T3 2018, le département compte 69 580 demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi (sans aucune activité), soit une hausse de 0,2 % par rapport au T2 2018 (+ 140 demandeurs d'emploi). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (sans activité ou en activité réduite) s'établit quant à lui à 104 230, en hausse de 0,4 % par rapport au T2 2018 (+ 420 demandeurs d'emploi).

Dans le détail, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 50 980 (+0,4 % par rapport au T2 2018, soit + 190 demandeurs d'emploi) et le nombre de femmes à 53 250 (+0,4 % par rapport au T2 2018, soit + 220 demandeurs d'emploi). Par ailleurs, le département compte 10 980 jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (+0,9 % par rapport au T2 2018, soit + 100 demandeurs d'emploi) et 30 460 seniors de 50 ans et plus (+1,1 % par rapport au T2 2018, soit + 330 demandeurs d'emploi). Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus) s'établit à 45 260, en hausse de 0,8 % par rapport au T2 2018 (+ 360 demandeurs d'emploi).

A la fin du T2 2018, les Alpes-Maritimes comptent 402 245 salariés, soit 379 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %). Hors intérim, le nombre d'emplois salariés s'établit à 393 575 (+0,0 %, soit + 163 emplois). Le nombre d'emplois intérimaires s'établit quant à lui à 8 671 (+2,6 %, soit + 216 emplois).

Plus précisément, le secteur industriel comptabilise 30 847 emplois salariés y compris intérim, en baisse de 29 par rapport à la fin du trimestre précédent (-0,1 %) : -3 emplois hors intérim et -26 emplois intérimaires. Dans le secteur de la construction, le nombre d'emplois salariés y compris intérim s'établit à 24 294, en hausse de 210 (+0,9 %) : -65 emplois hors intérim et +276 emplois intérimaires. Enfin, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim atteint 219 128, en hausse de 31 par rapport à la fin du trimestre précédent (+0,0 %) : +79 emplois hors intérim et -48 emplois intérimaires.

Sur le champ des politiques d'aide à l'emploi, 477 CUI/PEC et 267 CDDI sont signés ou reconduits au cours du T2 2018 (soit respectivement - 584 et - 24 qu'au cours du même trimestre de l'année précédente). A la fin du T2 2018, les Alpes-Maritimes comptent ainsi 1 302 bénéficiaires de CUI/PEC et 390 bénéficiaires de CDDI (respectivement -1 969 et - 10 qu'un an plus tôt). Enfin, durant la campagne de juin 2018 à août 2018, le département enregistre 909 contrats d'apprentissage, soit 209 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Indicateur	Dernière donnée disponible		Donnée précédente		Source
	Valeur	Date	Evolution	Date	
Chômage (données CVS) et demande d'emploi (données CVS-CJO)					
Taux de chômage	9,7 %	T2 2018	-0,3 pt	T1 2018	<i>Insee</i>
Demandeurs d'emploi de catégorie A*	69 580	T3 2018	+140	T2 2018	<i>Pôle emploi, Dares</i>
<i>Hommes</i>	35 160	T3 2018	+120	T2 2018	
<i>Femmes</i>	34 420	T3 2018	+20	T2 2018	
<i>Moins de 25 ans</i>	7 800	T3 2018	+200	T2 2018	
<i>50 ans et plus</i>	20 800	T3 2018	+70	T2 2018	
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C*	104 230	T3 2018	+420	T2 2018	
<i>Hommes</i>	50 980	T3 2018	+190	T2 2018	
<i>Femmes</i>	53 250	T3 2018	+220	T2 2018	
<i>Moins de 25 ans</i>	10 980	T3 2018	+100	T2 2018	
<i>50 ans et plus</i>	30 460	T3 2018	+330	T2 2018	
<i>Inscrits depuis un an ou plus</i>	45 260	T3 2018	+360	T2 2018	
<i>Inscrits depuis deux ans ou plus</i>	23 570	T3 2018	+440	T2 2018	
<i>Entrées</i>	10 420	T3 2018	-280	T2 2018	
<i>Sorties</i>	10 390	T3 2018	+30	T2 2018	
Emploi (données CVS)					
Emploi salarié**	402 245	Fin T2 2018	+379	Fin T1 2018	<i>Insee, Acooss-Urssaf, Dares</i>
<i>Agriculture, sylviculture et pêche</i>	905	Fin T2 2018	+19	Fin T1 2018	
<i>Industrie y compris intérim</i>	30 847	Fin T2 2018	-29	Fin T1 2018	
<i>Construction y compris intérim</i>	24 294	Fin T2 2018	+210	Fin T1 2018	
<i>Tertiaire marchand y compris intérim</i>	219 128	Fin T2 2018	+31	Fin T1 2018	
<i>Tertiaire non marchand y compris intérim</i>	127 072	Fin T2 2018	+148	Fin T1 2018	
Politiques d'aide à l'emploi (données brutes)					
Embauches en contrat unique d'insertion/parcours emploi compétences (CUI/PEC)***	477	T2 2018	-584	T2 2017	<i>ASP</i>
Stock de bénéficiaires de CUI/PEC	1 302	Fin T2 2018	-1969	Fin T2 2017	
Embauches en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI)***	267	T2 2018	-24	T2 2017	
Stock de bénéficiaires de CDDI	390	Fin T2 2018	-10	Fin T2 2017	
Nouveaux contrats d'apprentissage	909	Campagne juin 2018 - août 2018	+209	Campagne juin 2017 - août 2017	

* Voir avertissement page 2

** Voir avertissement page 7

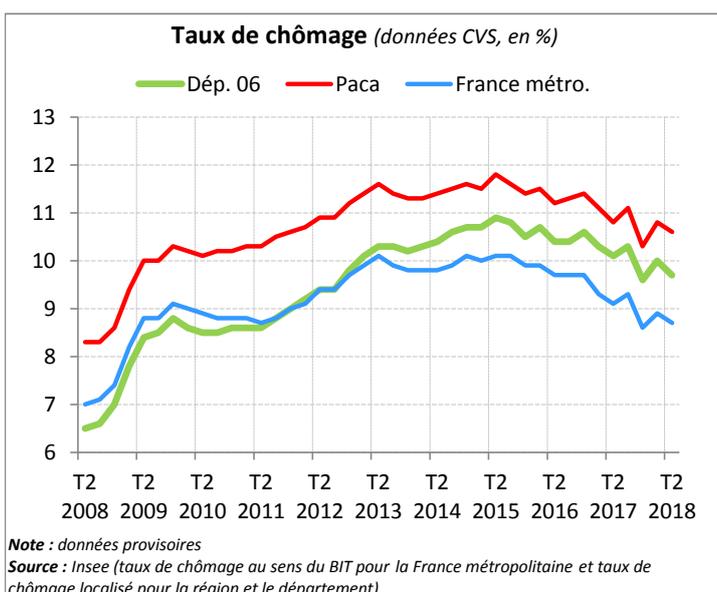
*** Voir avertissement page 9

Chômage et demande d'emploi

Taux de chômage et demande d'emploi sont deux concepts qui ne se recouvrent pas complètement. Mode de calcul et populations couvertes diffèrent. Estimé tous les trimestres par l'Insee grâce à l'enquête Emploi, le taux de chômage au sens du BIT rapporte le nombre de chômeurs à la population active (somme des personnes en âge de travailler en emploi et au chômage). Il constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail. Ses évolutions peuvent différer de celles des demandeurs d'emploi, dont la mesure est réalisée tous les mois par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Avertissement : depuis 2018, la publication Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. Cette refonte vise à mettre l'accent sur les évolutions tendancielles de ces statistiques plutôt que sur leurs variations au mois le mois, qui sont très volatiles et parfois difficiles à interpréter. La situation des demandeurs d'emploi est déterminée à la fin de chaque mois. La moyenne trimestrielle est la somme des effectifs pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois.

Taux de chômage

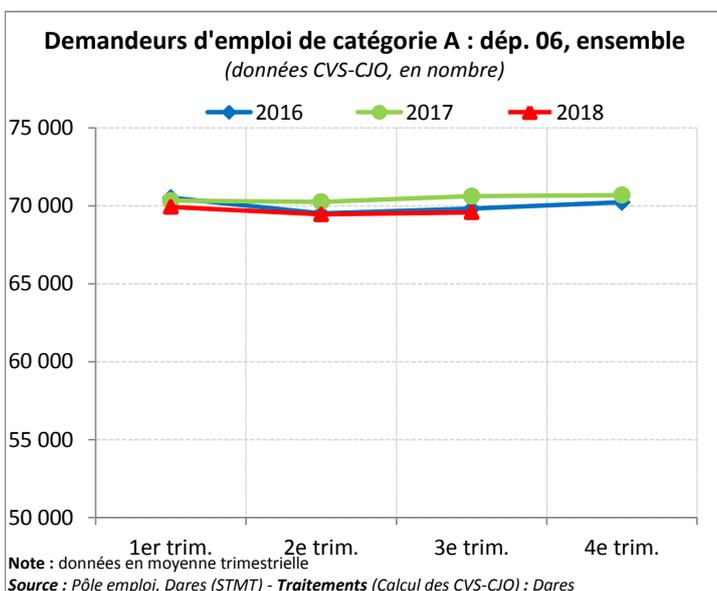


- Au T2 2018, dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 9,7 % de la population active. Par rapport au trimestre précédent, il est en baisse de 0,3 point. Sur un an, il diminue de 0,4 point.

- En Paca, le taux de chômage s'établit à 10,6 % de la population active au T2 2018. Par rapport au trimestre précédent, il baisse de 0,2 point. Sur un an, il diminue de 0,2 point.

- En France métropolitaine, le taux de chômage s'établit à 8,7 % de la population active au T2 2018. Par rapport au trimestre précédent, il baisse de 0,2 point. Sur un an, il diminue de 0,4 point.

Demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi

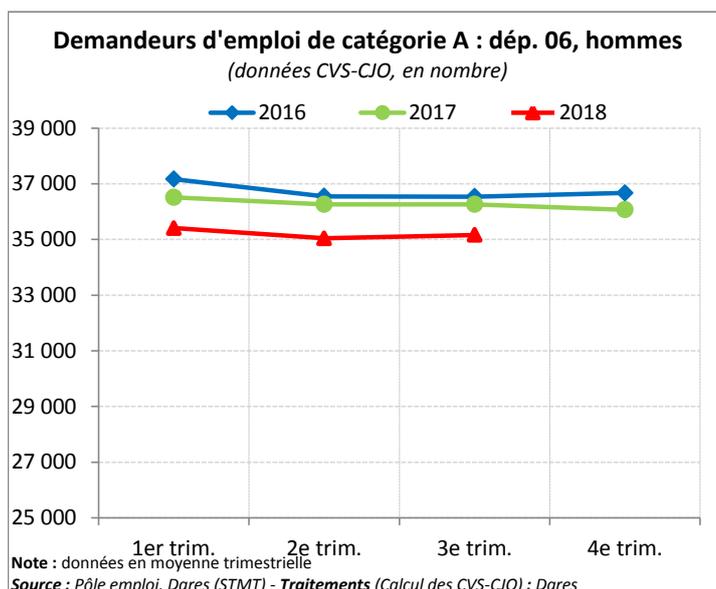


- En moyenne au T3 2018, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 69 580. Par rapport au T2 2018, il est en hausse de 0,2 % (+ 140 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 1,5 % (-1 030 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 326 220 en moyenne au T3 2018, soit une baisse de 0,4 % par rapport au T2 2018 (-1 330 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,5 % sur un an (-1 800 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit en moyenne à 3 456 800 au T3 2018, soit une hausse de 0,5 % par rapport au T2 2018 (+16 330 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,2 % sur un an (-42 730 demandeurs d'emploi).

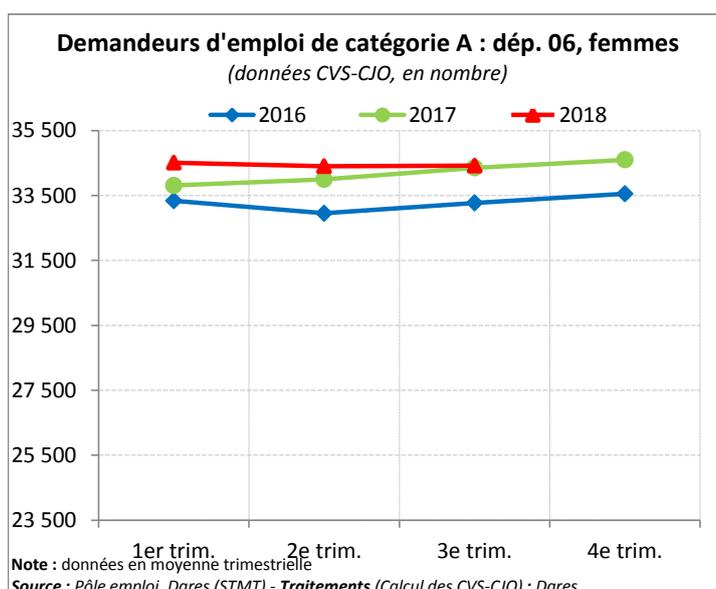
Demandeurs d'emploi de catégorie A, par sexe



- En moyenne au T3 2018, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 35 160. Par rapport au T2 2018, il est en hausse de 0,3 % (+ 120 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 3,0 % (-1 100 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 165 270 au T3 2018, soit une baisse de 0,3 % par rapport au T2 2018 (- 460 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,1 % sur un an (-3 550 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 1 762 670 au T3 2018, soit une hausse de 0,8 % par rapport au T2 2018 (+14 040 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,2 % sur un an (-38 800 demandeurs d'emploi).

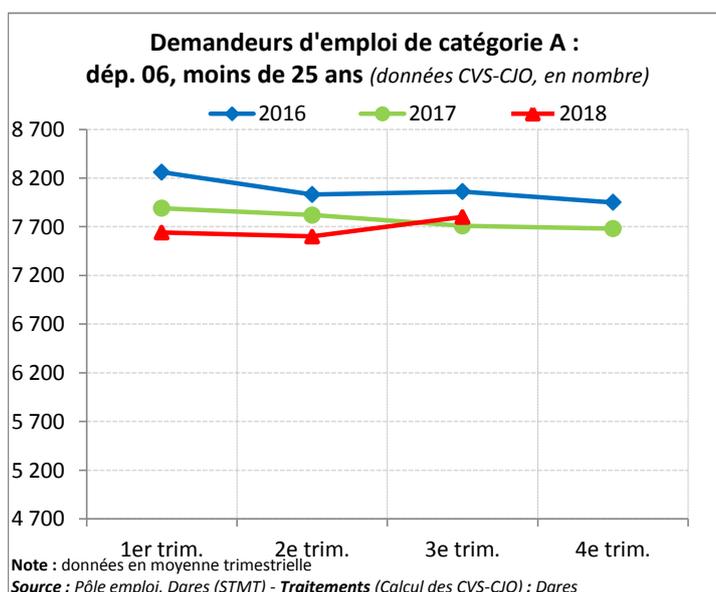


- En moyenne au T3 2018, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A inscrites à Pôle emploi s'établit à 34 420. Par rapport au T2 2018, il est en hausse de 0,1 % (+ 20 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 0,2 % (+ 70 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 160 950 au T3 2018, soit une baisse de 0,5 % par rapport au T2 2018 (- 870 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,1 % sur un an (+1 740 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 1 694 130 au T3 2018, soit une hausse de 0,1 % par rapport au T2 2018 (+2 300 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,2 % sur un an (-3 940 demandeurs d'emploi).

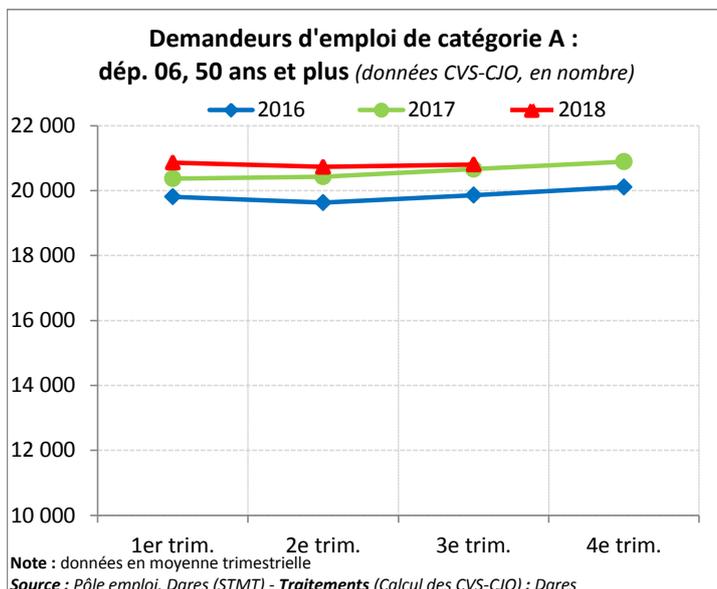
Demandeurs d'emploi de catégorie A, par âge



- En moyenne au T3 2018, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 7 800. Par rapport au T2 2018, il est en hausse de 2,6 % (+ 200 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 1,2 % (+ 90 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 41 620 au T3 2018, soit une hausse de 0,1 % par rapport au T2 2018 (+ 40 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,3 % sur un an (+ 530 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 470 130 au T3 2018, soit une hausse de 0,3 % par rapport au T2 2018 (+1 630 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,0 % sur un an (-4 670 demandeurs d'emploi).

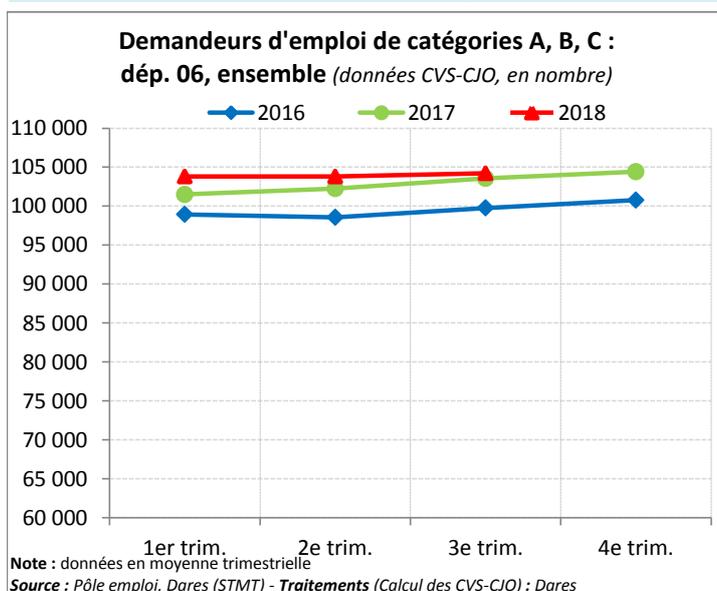


- En moyenne au T3 2018, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 20 800. Par rapport au T2 2018, il est en hausse de 0,3 % (+ 70 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 0,7 % (+ 140 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 90 670 au T3 2018, soit une baisse de 0,1 % par rapport au T2 2018 (- 130 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,6 % sur un an (+ 550 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 922 830 au T3 2018, soit une hausse de 0,6 % par rapport au T2 2018 (+5 130 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,2 % sur un an (+1 660 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi

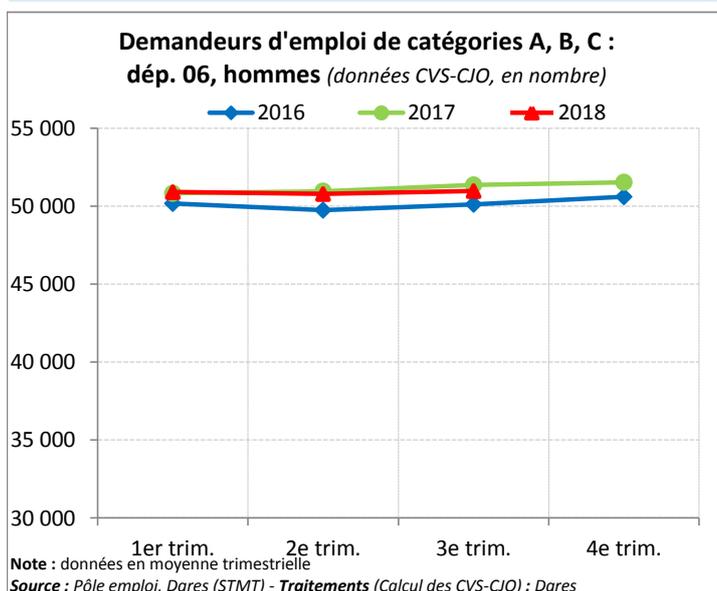


- En moyenne au T3 2018, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 104 230. Par rapport au T2 2018, il est en hausse de 0,4 % (+ 420 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 0,6 % (+ 660 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 503 400 au T3 2018, soit une hausse de 0,5 % par rapport au T2 2018 (+2 460 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,6 % sur un an (+8 110 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 5 649 630 au T3 2018, soit une hausse de 0,4 % par rapport au T2 2018 (+21 700 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,6 % sur un an (+33 100 demandeurs d'emploi).

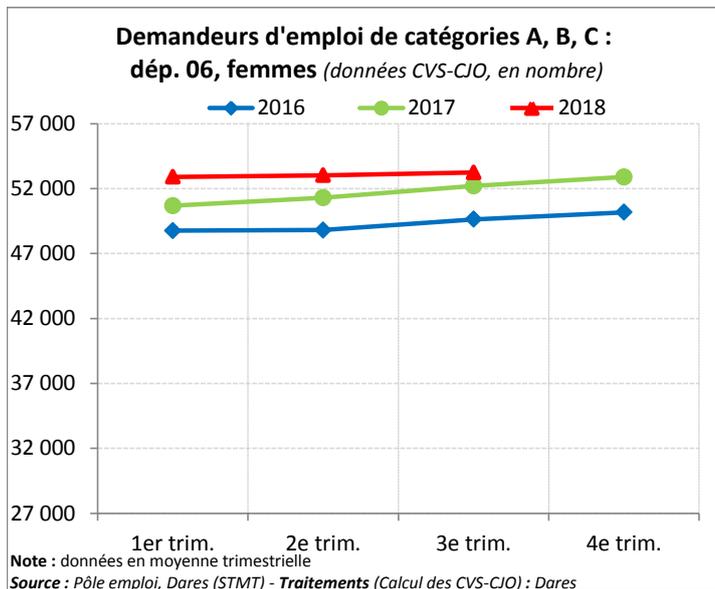
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, par sexe



- En moyenne au T3 2018, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 50 980. Par rapport au T2 2018, il est en hausse de 0,4 % (+ 190 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 0,8 % (- 390 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 245 320 au T3 2018, soit une hausse de 0,4 % par rapport au T2 2018 (+1 040 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,2 % sur un an (+ 440 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 720 500 au T3 2018, soit une hausse de 0,3 % par rapport au T2 2018 (+8 030 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,7 % sur un an (-19 530 demandeurs d'emploi).

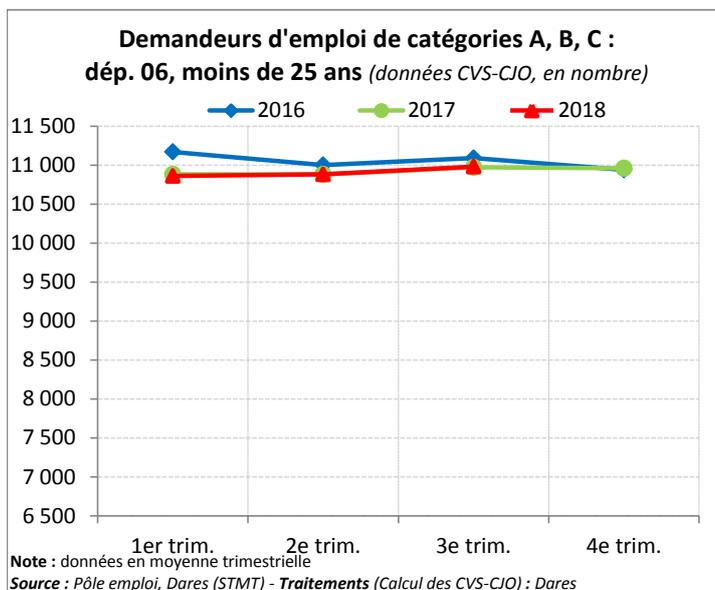


- En moyenne au T3 2018, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C inscrites à Pôle emploi s'établit à 53 250. Par rapport au T2 2018, il est en hausse de 0,4 % (+ 220 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 2,0 % (+1 050 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 258 080 au T3 2018, soit une hausse de 0,6 % par rapport au T2 2018 (+1 420 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,1 % sur un an (+7 660 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 929 130 au T3 2018, soit une hausse de 0,5 % par rapport au T2 2018 (+13 660 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,8 % sur un an (+52 630 demandeurs d'emploi).

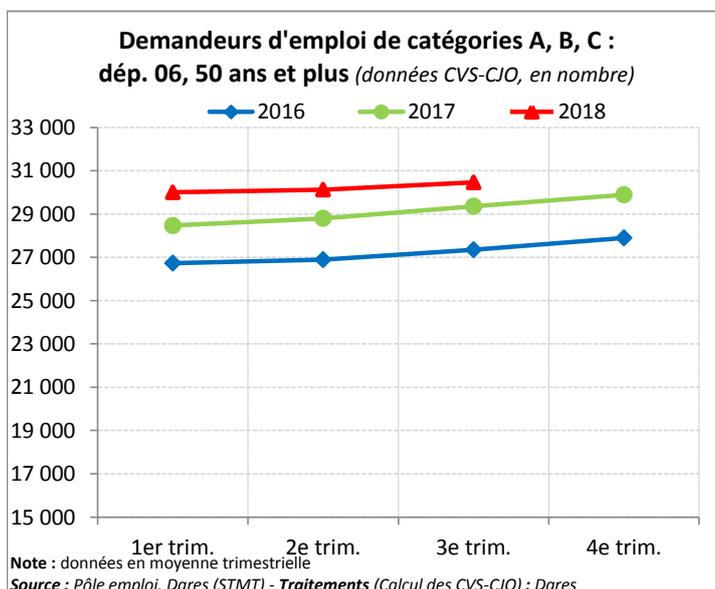
Demands d'emploi de catégories A, B, C par âge



- En moyenne au T3 2018, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 10 980. Par rapport au T2 2018, il est en hausse de 0,9 % (+ 100 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 0,1 % (+ 10 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 62 060 au T3 2018, soit une hausse de 0,8 % par rapport au T2 2018 (+ 490 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,8 % sur un an (+1 070 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 746 900 au T3 2018, soit une hausse de 0,3 % par rapport au T2 2018 (+2 000 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,7 % sur un an (-5 370 demandeurs d'emploi).

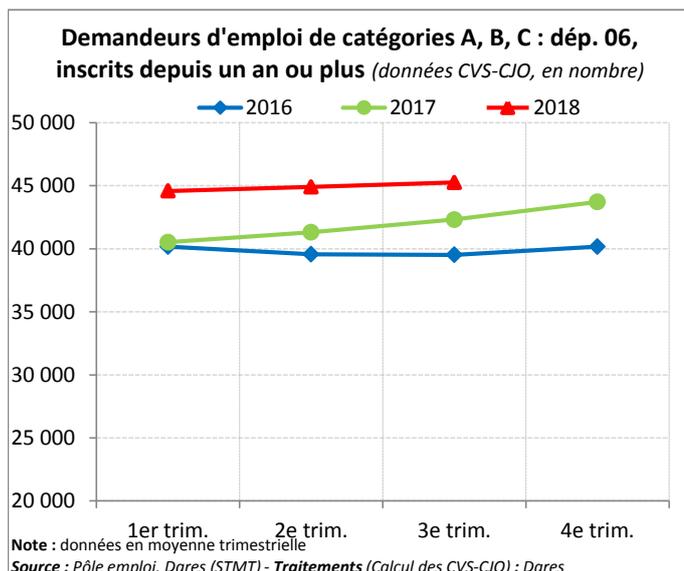


- En moyenne au T3 2018, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 30 460. Par rapport au T2 2018, il est en hausse de 1,1 % (+ 330 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 3,7 % (+1 100 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 134 780 au T3 2018, soit une hausse de 0,7 % par rapport au T2 2018 (+ 880 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,9 % sur un an (+5 000 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 1 428 130 au T3 2018, soit une hausse de 0,7 % par rapport au T2 2018 (+9 960 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,1 % sur un an (+42 800 demandeurs d'emploi).

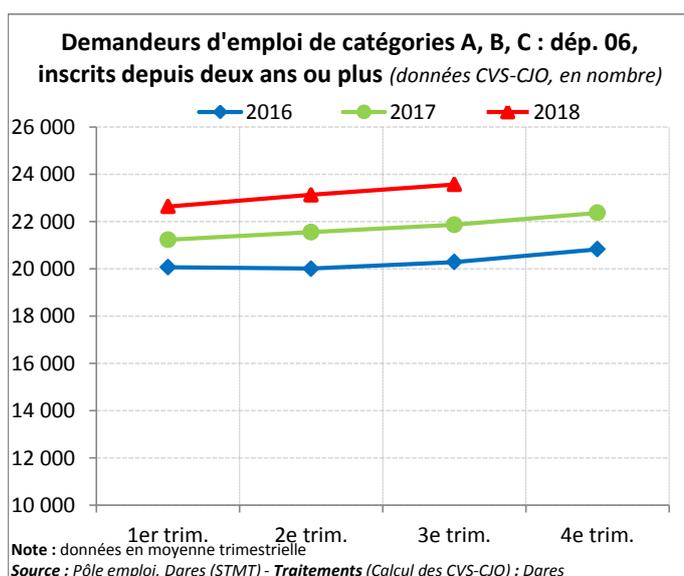
Ancienneté en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi



- En moyenne au T3 2018, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 45 260. Par rapport au T2 2018, il est en hausse de 0,8 % (+360 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 6,9 % (+2 940 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 227 800 au T3 2018, soit une hausse de 1,0 % par rapport au T2 2018 (+2 240 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 7,6 % sur un an (+16 110 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 2 638 770 au T3 2018, soit une hausse de 1,1 % par rapport au T2 2018 (+27 740 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 6,4 % sur un an (+158 740 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T3 2018, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 23 570. Par rapport au T2 2018, il est en hausse de 1,9 % (+440 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 7,8 % (+1 700 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 121 500 au T3 2018, soit une hausse de 2,3 % par rapport au T2 2018 (+2 710 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 8,3 % sur un an (+9 330 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 1 446 530 au T3 2018, soit une hausse de 1,8 % par rapport au T2 2018 (+25 730 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 4,8 % sur un an (+66 360 demandeurs d'emploi).

Entrées et sorties des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C

Entrées à Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

	T3 2018	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	10 420	-2,6	-2,3
Paca	47 920	-0,3	-2,1
France métro.	525 500	-0,7	-2,7

Note : données en moyenne trimestrielle

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS-CJO) : Dares

- Au cours du T3 2018, dans les Alpes-Maritimes, les entrées à Pôle emploi en catégories A, B, C diminuent de 2,6 % par rapport au T2 2018. Sur un an, elles baissent de 2,3 %.

- En Paca, les entrées sont en baisse de 0,3 % par rapport au trimestre précédent.

- En France métropolitaine, les entrées sont en baisse de 0,7 % par rapport au trimestre précédent.

Sorties de Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

	T3 2018	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	10 390	0,3	2,1
Paca	47 250	0,4	1,9
France métro.	515 000	-2,5	-1,2

Note : données en moyenne trimestrielle

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS-CJO) : Dares

- Au cours du T3 2018, dans les Alpes-Maritimes, les sorties de Pôle emploi en catégories A, B, C augmentent de 0,3 % par rapport au T2 2018. Sur un an, elles progressent de 2,1 %.

- En Paca, les sorties sont en hausse de 0,4 % par rapport au trimestre précédent.

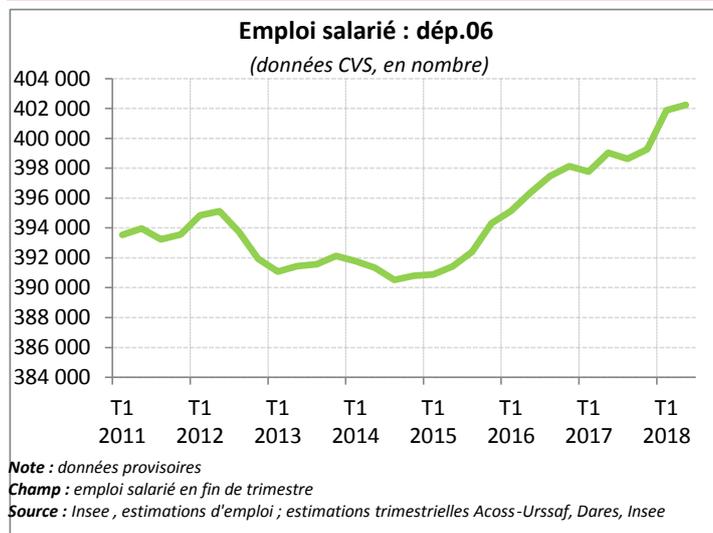
- En France métropolitaine, les sorties sont en baisse de 2,5 % par rapport au trimestre précédent.

Emploi

Emploi salarié

L'évolution de l'emploi salarié s'explique d'une part par celle de l'emploi hors intérim et d'autre part par celle de l'emploi intérimaire.

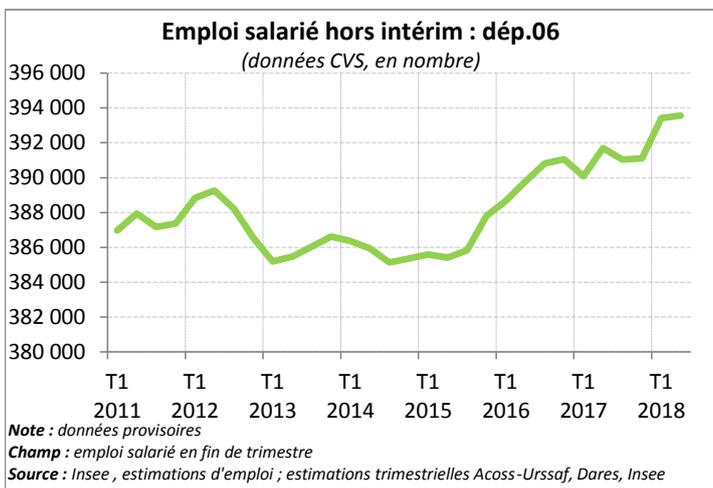
Avertissement : à partir des données portant sur le 1er trimestre 2018, le champ est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié. Sont ainsi ajoutés les salariés du tertiaire non marchand, de l'agriculture et des particuliers employeurs (voir p. 11) ; les séries d'emploi intérimaire ont été fortement révisées suite au traitement du passage à la Déclaration sociale nominative (DSN) dans le courant de l'année 2016 pour les majors de l'intérim, puis en 2017 pour les autres établissements, qui a permis d'améliorer la qualité de couverture par rapport à la source historique.



- A la fin du T2 2018, les Alpes-Maritimes comptent 402 245 salariés. C'est 379 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) et 3 220 de plus qu'un an auparavant (+0,8 %).

- A la fin du T2 2018, Paca compte 1 844 469 salariés. C'est 1 524 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) et 17 600 de plus qu'un an auparavant (+1,0 %).

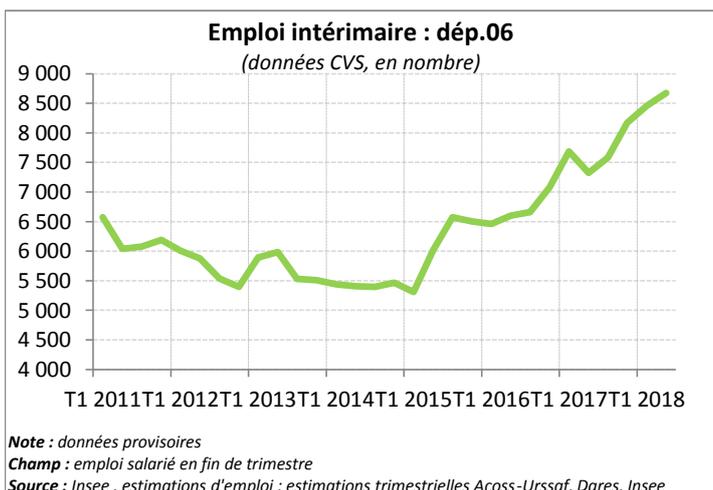
- A la fin du T2 2018, en France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés s'établit à 24 629 123. C'est 14 066 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) et 207 047 de plus qu'un an auparavant (+0,8 %).



- Hors intérim, le nombre d'emplois salariés s'établit à 393 575 à la fin du T2 2018 dans les Alpes-Maritimes. C'est 163 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,0 %) et 1 873 de plus qu'un an auparavant (+0,5 %).

- En Paca, le nombre d'emplois salariés hors intérim s'établit à 1 792 989 à la fin du T2 2018. C'est 928 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) et 13 305 de plus qu'un an plus tôt (+0,7 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés hors intérim s'établit à 23 828 242 à la fin du T2 2018. C'est 17 425 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) et 159 751 de plus qu'un an auparavant (+0,7 %).



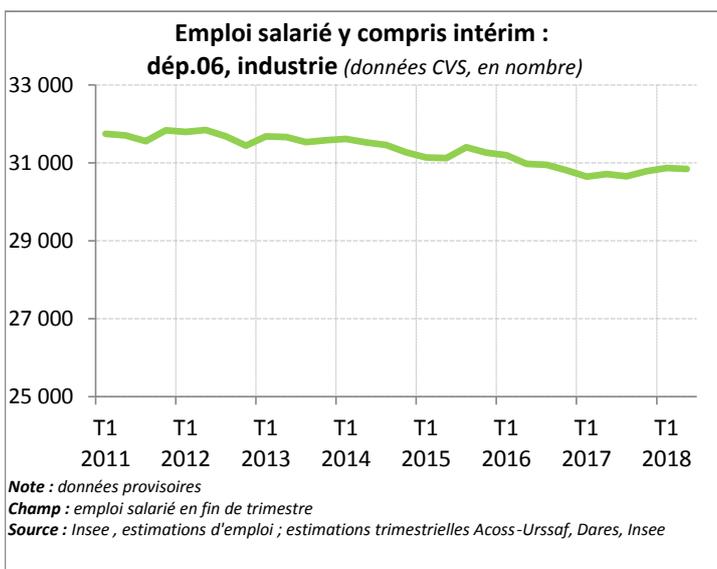
- A la fin du T2 2018, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 8 671 dans les Alpes-Maritimes. C'est 216 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+2,6 %) et 1 348 de plus qu'un an auparavant (+18,4 %).

- En Paca, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 51 480 à la fin du T2 2018. C'est 596 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+1,2 %) et 4 295 de plus qu'un an auparavant (+9,1 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 800 881 à la fin du T2 2018. C'est 3 359 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-0,4 %) et 47 296 de plus qu'un an auparavant (+6,3 %).

Emploi salarié, avec intérim réaffecté au secteur d'activité employeur

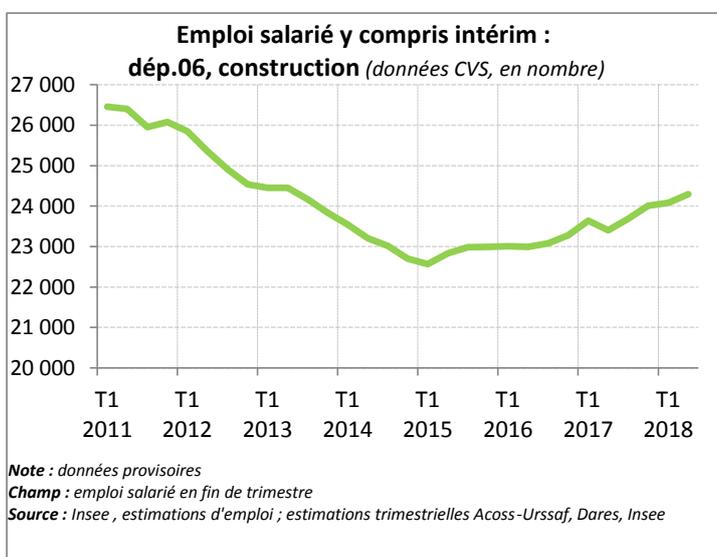
Pour mieux apprécier les secteurs d'activité au niveau régional, le Sese de la Direccte Paca analyse les séries d'emploi y compris intérim : aux effectifs intérimaires produits par la Dares pour chaque secteur d'activité, sont ajoutés ceux hors intérim publiés par l'Insee. Cette approche diverge de celle de l'Insee qui comptabilise les intérimaires dans le tertiaire marchand, quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Les données présentes ici sont donc différentes de celles publiées par l'Insee.



- A la fin du T2 2018, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés dans le secteur industriel y compris intérim s'établit à 30 847. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il baisse de 29 (-0,1 %) : -3 emplois hors intérim et -26 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 130 (+0,4 %).

- A la fin du T2 2018, Paca compte 166 461 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2018, ce nombre augmente de 398 (+0,2 %) : +317 emplois hors intérim et +81 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 1 941 (+1,2 %).

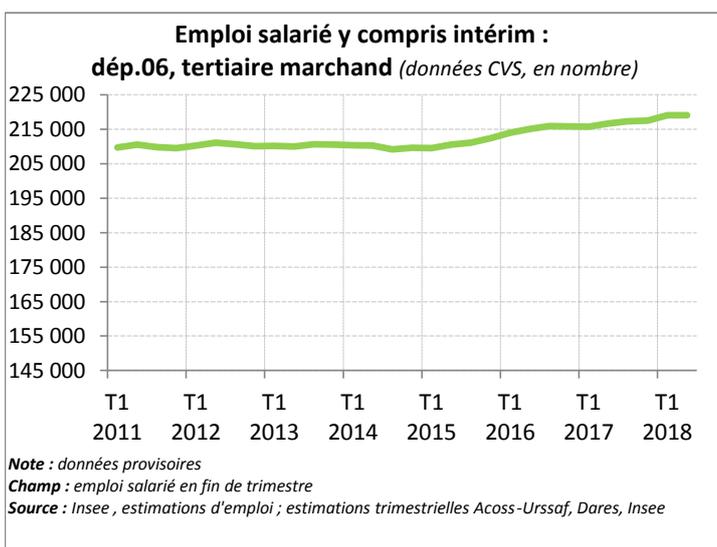
- A la fin du T2 2018, la France métropolitaine compte 3 417 570 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2018, ce nombre baisse de 8 524 (-0,2 %) : -2 360 emplois hors intérim et -6 164 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 13 953 (+0,4 %).



- A la fin du T2 2018, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés dans le secteur de la construction y compris intérim s'établit à 24 294. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 210 (+0,9 %) : -65 emplois hors intérim et +276 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 889.

- A la fin du T2 2018, Paca compte 115 224 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2018, ce nombre augmente de 199 (+0,2 %) : -13 emplois hors intérim et +213 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 3 185 (+2,8 %).

- A la fin du T2 2018, la France métropolitaine compte 1 493 882 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2018, ce nombre augmente de 4 567 (+0,3 %) : +5 146 emplois hors intérim et -579 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 35 668 (+2,4 %).



- A la fin du T2 2018, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim s'établit à 219 128. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 31 (+0,0 %) : +79 emplois hors intérim et -48 intérimaires. Sur un an, il progresse de 2 455 (+1,1 %).

- A la fin du T2 2018, Paca compte 903 626 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2018, ce nombre augmente de 1 176 (+0,1 %) : +1 194 emplois hors intérim et -18 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 13 175 (+1,5 %).

- A la fin du T2 2018, la France métropolitaine compte 11 586 476 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2018, ce nombre augmente de 28 953 (+0,3 %) : +26 847 emplois hors intérim et +2 106 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 166 980 (+1,5 %).

Politiques d'aide à l'emploi

Avertissement :

-À partir de janvier 2018, les **CUI-CAE** sont transformés en **Parcours emploi compétences (PEC)**. Il n'y a ainsi plus d'embauches en CUI-CAE. Le recours aux CUI-CIE est quant à lui limité aux Drom ou aux Conseils départementaux qui les financent entièrement. Pour plus d'informations, voir « Définitions : politiques d'aide à l'emploi » en page 12.

-A compter du 1er janvier 2018 le dispositif **Emploi d'avenir** est mis en extinction. Dès lors, le recours à ce type de contrat aidé n'est plus autorisé. Les Emplois d'avenir ne sont donc plus affichés dans les présentes synthèses départementales.

-Suite à des difficultés techniques, les statistiques mensuelles des **contrats de professionnalisation** sont indisponibles. Les données de certains OPCA, qui doivent chaque mois saisir les informations dans une application de gestion étant manquantes, les statistiques sont incomplètes.

Contrats uniques d'insertion/Parcours emploi compétences (CUI/PEC)

Embauches en CUI/PEC (y compris reconductions)

		T2 2018	T2 2017
Dép. 06	CUI/PEC	477	1 061
	CUI-CAE/PEC (non marchands)	477	943
	CUI-CIE (marchands)	0	118
Paca	CUI/PEC	3 135	7 137
	CUI-CAE/PEC (non marchands)	3 135	6 588
	CUI-CIE (marchands)	0	549
France métro.	CUI/PEC	25 103	67 532
	CUI-CAE/PEC (non marchands)	24 881	56 276
	CUI-CIE (marchands)	222	11 256

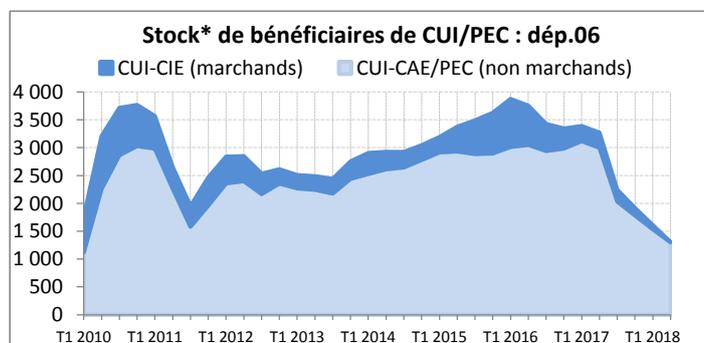
- Au cours du T2 2018, dans les Alpes-Maritimes, 477 CUI/PEC sont signés ou reconduits, soit 584 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 3 135 CUI/PEC sont signés ou reconduits au cours du T2 2018, soit 4 002 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 25 103 CUI/PEC sont signés ou reconduits au cours du T2 2018, soit 42 429 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors associations intermédiaires

Source : ASP - Traitements : Dares



- A la fin du T2 2018, les Alpes-Maritimes comptent 1 302 bénéficiaires de CUI/PEC (dont 100 % dans le secteur non marchand), soit 1 969 de moins que l'année précédente.

- En Paca, 8 098 personnes bénéficient d'un CUI/PEC à la fin du T2 2018, soit 13 845 de moins qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 111 280 personnes bénéficient d'un CUI/PEC à la fin du T2 2018, soit 142 166 de moins qu'un an auparavant.

*Stock = entrées - sorties, calculé depuis l'entrée en vigueur du dispositif

Note : données en fin de trimestre, brutes, provisoires, hors associations intermédiaires

Source : ASP - Traitements : Dares

Contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI)

Embauches en CDDI (y compris reconductions)

		T2 2018	T2 2017
Dép. 06	CDDI	267	291
	CDDI non marchands	236	235
	CDDI marchands	31	56
Paca	CDDI	2 458	2 428
	CDDI non marchands	2 007	1 969
	CDDI marchands	451	459
France métro.	CDDI	40 646	38 388
	CDDI non marchands	31 293	29 533
	CDDI marchands	9 353	8 855

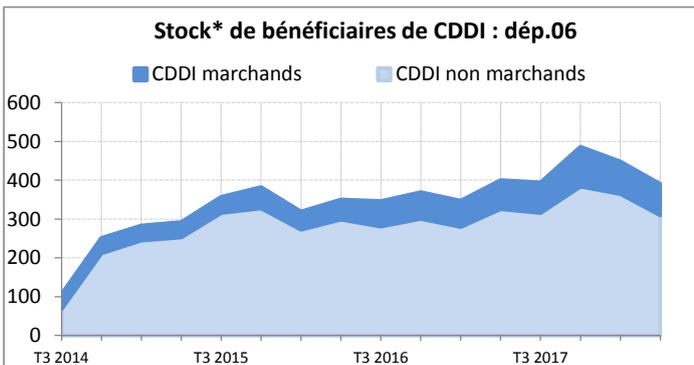
Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires ; le CDDI peut être réalisé soit dans un atelier et chantier d'insertion (ACI) (secteur non marchand), soit dans une entreprise d'insertion (EI) (secteur marchand)

Source : ASP - **Traitements :** Dares

- Au cours du T2 2018, dans les Alpes-Maritimes, 267 CDDI sont signés ou reconduits, soit 24 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 2 458 CDDI sont signés ou reconduits au cours du T2 2018, soit 30 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 40 646 CDDI sont signés ou reconduits au cours du T2 2018, soit 2 258 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



*Stock = entrées - sorties, calculé depuis l'entrée en vigueur du dispositif

Note : données en fin de trimestre, brutes, provisoires ; le CDDI peut être réalisé soit dans un atelier et chantier d'insertion (ACI) (secteur non marchand), soit dans une entreprise d'insertion (EI) (secteur marchand)

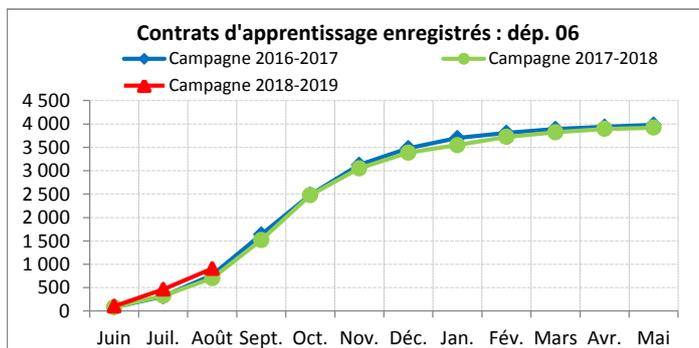
Source : ASP - **Traitements :** Dares

- A la fin du T2 2018, les Alpes-Maritimes comptent 390 bénéficiaires de CDDI (dont 79 % dans le secteur non marchand), soit 10 de moins que l'année précédente.

- En Paca, 3 981 personnes bénéficient d'un CDDI à la fin du T2 2018, soit 25 de plus qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 63 040 personnes bénéficient d'un CDDI à la fin du T2 2018, soit 369 de plus qu'un an auparavant.

Contrats d'apprentissage



Note : données cumulées, brutes, provisoires

Champ : hors apprentis du secteur public

Source : Chambres consulaires, Direccte Paca - **Traitements :** Dares

- Durant la campagne de juin 2018 à août 2018, les Alpes-Maritimes enregistrent 909 contrats d'apprentissage, soit 209 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En Paca, 4 444 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juin 2018 à août 2018, soit 623 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 61 088 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juin 2018 à août 2018, soit 4 466 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Définitions : chômage et demande d'emploi

Le **taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)** est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le BIT, un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant la semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La population active au sens du BIT comprend les chômeurs au sens du BIT et les personnes en emploi en âge de travailler.

Au niveau France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT est estimé tous les trimestres par l'Insee à partir de l'enquête Emploi. Cette enquête est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le BIT sur le chômage, l'emploi, le sous-emploi et l'activité. Aux échelons régional et départemental, les taux de chômage ne sont pas calculés au sens du BIT mais sont dit "localisés", car ils synthétisent les informations issues de l'enquête Emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (pour la répartition géographique).

Les **demandeurs d'emploi** sont des personnes qui sont inscrites à Pôle emploi. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent depuis 2009, à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi selon les catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;**
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;**
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;**
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;**
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).**

ATTENTION : Même si l'inscription à Pôle emploi en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, elle ne se recouvrent pas. Certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Alors que le taux de chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi, issu des fichiers administratifs de Pôle emploi, peut être affecté par différents facteurs : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi, etc.

Définitions : Emploi

Jusqu'aux données portant sur le 4^{ème} trimestre 2017, les estimations trimestrielles d'emploi publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand – hors agriculture et activité des particuliers employeurs. **À partir de la validité des données portant sur le 1^{er} trimestre 2018, le champ est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié.** Sont ainsi ajoutés les salariés du tertiaire non marchand, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. Les données concernant ces salariés sont disponibles à partir du 4^{ème} trimestre 2010.

Par ailleurs, à partir des résultats portant sur le 1^{er} trimestre 2017, soit **depuis l'été 2017, les estimations trimestrielles d'emploi localisées sont réalisées par l'Insee en partenariat avec l'Acoss et les Urssaf ainsi que la Dares**, afin d'assurer une plus grande cohérence des messages et de les rendre plus lisibles. Les niveaux d'emploi restent issus des estimations annuelles d'emploi produites par l'Insee. À ces niveaux d'emploi de référence, sont appliqués des taux d'évolution trimestriels élaborés par l'Acoss et les Urssaf sur le champ privé hors intérim, et par la Dares sur l'intérim. La synthèse de l'ensemble des éléments est assurée par l'Insee.

Concernant l'intérim, **l'Insee et la Dares publient désormais des séries harmonisées du nombre d'intérimaires aux niveaux régional et départemental.** Il est ainsi possible de connaître, pour chaque département, le nombre d'intérimaires présents dans chaque secteur d'activité. Ces séries correspondent au nombre de contrats en cours en fin de mois à l'agence d'intérim. Produites et désaisonnalisées par la Dares, elles intègrent depuis l'été 2017 les CDI intérimaires.

Afin de permettre une meilleure appréciation économique des secteurs d'activité au niveau régional, **le Sese de la Direccte Paca analyse les séries d'emploi y compris intérim** : aux effectifs intérimaires produits par la Dares pour chaque secteur d'activité, sont ajoutés les effectifs hors intérim publiés par l'Insee. Cette approche diverge de celle de l'Insee qui comptabilise les intérimaires dans le tertiaire marchand, quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. **En conséquence, les données d'emploi salarié par secteur d'activité présentes ici sont différentes de celles publiées par l'Insee.**

Définitions : politiques d'aide à l'emploi

Les contrats aidés. Un contrat aidé est un contrat dérogatoire au droit commun, pour lequel l'employeur bénéficie d'aides, sous forme de subventions à l'embauche, d'exonérations de certaines cotisations sociales ou d'aides à la formation. L'accès à ces contrats est réservé aux personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi, et le volume de contrats est piloté par les pouvoirs publics aux niveaux régional et national. Le ciblage sur les publics les plus éloignés du marché du travail ainsi que le suivi physico-financier sont deux caractéristiques qui les distinguent des emplois aidés. En effet, pour ces derniers, les aides sont générales et/ou non pilotées. En 2018, on distingue deux principaux types de contrats aidés :

- le Contrat unique d'insertion (CUI) dans le secteur non marchand devient le **Parcours emploi compétences (PEC)**. Il s'appuie sur une logique de parcours pour l'individu et sur une sélection des employeurs. Son objectif est l'insertion professionnelle des publics éloignés du marché du travail, alliant mise en situation professionnelle, accès facilité à la formation et acquisition de compétences. La signature d'un PEC ouvre droit, pour l'employeur, à un financement mensuel de l'État, dont le montant est fixé par arrêté du Préfet de Région. Le recours aux CUI dans le secteur marchand (CUI-CIE) est quant à lui limité aux Drom ou aux Conseils départementaux qui les financent entièrement ;

- le **Contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI)** : suite à la réforme de l'Insertion par l'activité économique (IAE), l'aide au poste d'insertion pour le financement des structures de l'IAE est généralisée et se substitue aux autres aides versées par l'État. En conséquence, pour les Ateliers et chantiers d'insertion (ACI), le recours aux contrats aidés a pris fin au 1^{er} juillet 2014 et le CUI est désormais remplacé par le CDDI qui a vocation lui aussi à faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi et rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. D'une durée minimale de 4 mois renouvelables dans la limite d'une durée totale de 2 ans, il peut toutefois être renouvelé au-delà de 2 ans pour permettre d'achever une action de formation professionnelle, ou pour favoriser l'insertion d'un salarié âgé d'au moins 50 ans ou d'une personne reconnue travailleur handicapé. Le CDDI concerne également le secteur marchand dans le cadre des recrutements par une Entreprise d'insertion (EI).

En outre, la mise en œuvre des PEC s'inscrit dans la création d'un Fonds d'inclusion dans l'emploi (FIE) qui réunit, pour en promouvoir une gestion globale, les crédits des PEC et de l'IAE. L'objectif de ce fonds est de permettre une meilleure cohérence de l'offre d'insertion en fonction des spécificités des territoires et des besoins des populations. Le volume de ce fonds est déterminé annuellement pour chaque région par la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP). En 2018, Provence-Alpes-Côte d'Azur bénéficie ainsi de près de 9 % de l'enveloppe financière nationale du FIE, qui représente environ 1,3 milliard d'euros en France métropolitaine.

Les contrats en alternance. Ils combinent l'acquisition de savoirs généraux, professionnels ou techniques et la pratique en entreprise pour parfaire la formation des alternants. Cependant, les modalités d'exécution de ces contrats de travail diffèrent notamment sur la durée du contrat, la durée de la formation et la rémunération associée. Il en existe deux :

- le **contrat d'apprentissage**, dans le cadre de la formation initiale, s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans. ;

- le **contrat de professionnalisation**, s'inscrit dans le cadre de la formation continue. Il s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans ou plus, ainsi qu'aux bénéficiaires du RSA, de l'ASS, de l'AAH ou d'un CUI.

Sigles

ASP.....	Agence de services et de paiements
BIT.....	Bureau international du travail
CDDI.....	Contrat à durée déterminée d'insertion
CUI-CAE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat d'accompagnement à l'emploi
CUI-CIE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat initiative emploi
CVS ⁽¹⁾	Corrigé des variations saisonnières ⁽¹⁾
CVS-CJO ⁽¹⁾	Corrigé des variations saisonnières et des jours ouvrables (1)
Dares.....	Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques
Direccte / SESE.....	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi / Service études, statistiques et évaluation
Insee.....	Institut national de la statistique et des études économiques
PEC.....	Parcours emploi compétences
STMT.....	Statistiques du marché du travail

⁽¹⁾ L'intérêt des données CVS et CVS-CJO est de pouvoir calculer, en plus des évolutions annuelles, des évolutions trimestrielles et mensuelles. Lorsque les données sont brutes, seules des évolutions annuelles peuvent être calculées.

Pour en savoir plus

➤ [Tableau de bord des indicateurs clés de la Direccte Paca](#)

➤ [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Paca](#)

➤ [Note de conjoncture de la Direccte Paca](#)

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur

23/25, rue Borde, CS 10009 - 13285 Marseille Cedex 08 - Tél. : 04 86 67 32 00

Directeur de la publication : Patrick Maddalone

Chef de service : Rémi Belle remi.belle@direccte.gouv.fr

Réalisation : Virginie D'Angelo virginie.dangelo@direccte.gouv.fr